

**COMPTE-RENDU tenant lieu de PROCES-VERBAL
du Conseil Municipal
de la commune de Murviel-lès-Montpellier**

Séance du Jeudi 26 novembre 2020

L'an deux mille vingt et le vingt-six novembre à 19 heures, le conseil municipal de cette commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, Salle LAMOUROUX, sous la Présidence de Madame TOUZARD Isabelle, Maire.

Nombre des Membres

Afférents au Conseil Municipal	19
En Exercice	19
Présents	15
Qui ont pris part à la délibération	19

Présents : Mmes Isabelle TOUZARD, Mélanie ARNAL, Hélène BONNECUELLE, Corine DURAND, Claudine MOYA-ANNE, Juliette PAPROCKI-CAMARD, Laurence ROUSSEAU, Séverine SEGISMONT, Yolande THEROND.

MM. Gilles CHICAUD, Gilles CUSIN, Guilhem GARCIN, Laurent MAYOUX, Patrick ORTIGOSA, Laurent PRAT.

Absents représentés : Mme Véronique POMAREDE avait donné pouvoir à Mme Corine DURAND, M. Dominique BARIL avait donné pouvoir à M. Laurent MAYOUX, M. Jean-Claude MOURET avait donné pouvoir à Mme Juliette PAPROCKI-CAMARD, M. Bernard SENAULT avait donné pouvoir à M. Laurent PRAT.

DESIGNATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE

Mme Hélène BONNECUELLE est élue secrétaire de séance.

APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est approuvé à l'unanimité des présents.

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU 1^{er} octobre 2020

Le compte rendu tenant lieu de procès-verbal est approuvé à l'unanimité

N°38/2020 - FONDS DE CONCOURS ENTRE LA COMMUNE DE MURVIEL LES MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Les opérations de travaux de renouvellement de la voirie communale et de rénovation de l'éclairage public participent à l'aménagement du territoire de la Commune et à l'amélioration des conditions de vie de ses habitants. Au titre des avantages que représentent pour elle ces travaux, la Commune a décidé d'attribuer des fonds de concours à la Métropole, maître d'ouvrage, dans les conditions définies par la convention annexée à la présente délibération.

Cette convention a pour objet de définir les modalités de la participation financière de la Commune à la réalisation des travaux décrits en annexe et exécutés sous la maîtrise d'ouvrage métropolitaine selon un programme et une estimation du coût financier prévisionnel déterminés par la Métropole, dans le cadre de ses compétences.

La Commune souhaite participer au coût des travaux par le versement à la Métropole de la somme 85 000 € pour les travaux suivants :

- Rue du Champ des Moulins, travaux de voirie estimés à 445 000 € HT
- Rue du Champ des Moulins, travaux d'enfouissement de réseaux estimés à 101 009 € HT

➔ Soit 15,5 % du montant total hors taxe des travaux. Ce montant, participation de l'ACI comprise, s'élève à 27% du montant total des travaux HT.

Ce fonds de concours sera réévalué à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général de l'opération dans les mêmes proportions que pour le financement initial indiqué à l'article 3.1 de la présente convention.

Il est précisé qu'en cas de survenance de sujétions techniques imprévues, au sens de la jurisprudence, la réévaluation à la hausse du fonds de concours ne pourra pas être limitée dans son montant et correspondra au surcoût constaté.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de :

-APPROUVER le versement d'un fonds de concours d'un montant prévisionnel de 85 000 €

-**APPROUVER** la convention définissant les modalités de mise en œuvre de ce fonds, jointe en annexe ;

-**AUTORISER** Madame la Maire à signer la convention après approbation concordante de la commune de Murviel-lès-Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Mme TOUZARD rappelle la méthode de cette Attribution de compensation pour la partie voirie, basée sur la moyenne des dépenses nettes de subvention réalisées sur 10 ans. Le montant pour Murviel est d'environ 70 000 €.

Pour compléter cette attribution de compensation, la loi offre la possibilité de mettre en place un fonds de concours ne devant dépasser 49% des dépenses.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

-**APPROUVE** le versement d'un fonds de concours d'un montant prévisionnel de 85 000 €,

-**APPROUVE** la convention définissant les modalités de mise en œuvre de ce fonds, jointe en annexe ;

-**AUTORISE** Madame la Maire à signer la convention après approbation concordante de la commune de Murviel-lès-Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

N°39/2020 - DECISION MODIFICATIVE N°2 BP 2020

Mme Séverine SEGISMONT, adjointe en charge des finances indique qu'il est nécessaire de faire des mouvements de crédits sur le BP 2020 de la Commune.

Mme Séverine SEGISMONT propose donc les mouvements budgétaires suivants :

Comptes budgétaires	Dénomination M14	Mouvements de crédit
DEPENSES		
F D – Chap 012 – Art. 6413	Personnel non titulaire	+ 25 000 €
RECETTES		
F R – Chap 013 – Art. 6459	Remboursement sur charges de Sécu.	+ 10 000 €
F R – Chap 74 – Art. 74127	Dotation Nationale de Péréquation	+ 15 000 €

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Ce point ne suscite aucun débat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

– **ACCEPTE** la proposition de Mme Séverine SEGISMONT concernant la décision modificative n°2.

N°40/2020 - TARIFICATION DU SEJOUR SKI 2021

Mme la Maire donne la parole à Mme Séverine SEGISMONT, adjointe aux Finances qui présente la proposition de tarification pour le séjour de ski organisé par l'intercommunalité du 14 au 20 février 2021 :

Il est proposé une participation de la commune à hauteur de 15% après déduction de la prestation de service ordinaire de la CAF (PSO).

Le coût du séjour est de 490 € par enfant. Avec la participation de la mairie. Ce coût serait ramené à 417 €

Ainsi, le coût total de participation pour la collectivité serait de 657 €.

SEJOUR ski interco 14/02 au 20/02					
DEPENSES		RECETTES		%	cout famille
SEJOUR enfants/ados	4410	PARTICIPATION PARENTS	3 753,00 €	85	417 €
		PARTICIPATION CAF PSO		0	
TOTAL			3 753,00 €		
TOTAL	4410	PARTICIPATION	657,00 €	15	

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Mme BONNECUELLE indique qu'une réflexion sur les tarifs va être menée pour moduler ces derniers et la participation de la mairie en fonction des revenus.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- **SE PRONONCE** favorablement sur les tarifs tels que présentés,
- **DONNE** pouvoir à Mme la Maire de signer toutes les pièces nécessaires à l'application de ces tarifs et tous documents y afférents.

N°41/2020 - CRISE COVID 19 – EXONERATION TOTALE LOYERS COMMERCIAUX

En date du 18 Juin 2020, le Conseil Municipal avait délibéré sur des exonérations partielles et totales pour les loyers commerciaux du village.

Madame la Maire propose au Conseil Municipal de renouveler cette initiative pour la Brasserie de l'Oppidum. En effet, l'activité de la Brasserie est en baisse eu égard au contexte de la crise sanitaire dû au COVID-19.

Les dernières annonces impliquant une fermeture anticipée à 22h00 entraîne de facto une baisse du chiffre d'affaire significative.

Mme la Maire propose la remise gracieuse des loyers à partir d'Octobre 2020 jusqu'au mois de décembre pour la Brasserie de l'Oppidum ;

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Ce point ne suscite aucun débat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- **APPROUVE** les explications de Madame la Maire,
- **DECIDE** de renouveler l'exonération des paiements des loyers de la Brasserie de l'oppidum, à partir du mois d'Octobre 2020 jusqu'en décembre 2020.

N°42/2020 - ADHESION A L'AGENCE DEPARTEMENTALE AU SERVICE DES COMMUNES ET DE LEURS GROUPEMENTS, DENOMMEE HERAULT INGENIERIE.

Madame la Maire rappelle,

Vu l'article L 5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui dispose que « le Département, des communes et des établissements publics intercommunaux peuvent créer entre eux un établissement public dénommé agence technique.

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de la création, par le Conseil Départemental, d'une agence au service des communes et de leurs groupements, dénommée Hérault Ingénierie.

Cette agence, créée sous la forme d'un établissement public administratif, a pour objet d'apporter aux Collectivités Territoriales et aux EPCI du département de l'Hérault adhérents qui le demandent, une assistance d'ordre technique, juridique et financier, dans les domaines de l'aménagement, de l'équipement, du développement durable des territoires et de la gestion locale.

La création de cette structure permet de mutualiser les ressources et les besoins de ses membres en matière d'ingénierie publique, afin de conforter la solidarité territoriale, le développement des initiatives locales et l'autonomie des collectivités du territoire départemental.

Considérant l'intérêt pour la Commune de bénéficier d'un service doté d'une ingénierie technique, juridique et financière lui permettant de mener à bien techniquement et juridiquement les projets qu'elle souhaite engager dans les domaines précités,

Il est proposé au conseil municipal de :

- **D'APPROUVER** les statuts et le règlement intérieur de cette Agence Départementale, joints en annexe à la présente délibération ;
- **D'ADHERER** à l'Agence Départementale de l'Hérault pour un montant de 0 centimes par habitant, soit 376 € ; 1 883 (pop Insee 2017) x 20 € cts.
- **DESIGNER** la Maire ainsi que M. CUSIN Gilles, adjoint à l'urbanisme pour représenter la Commune à l'Assemblée Générale de l'agence ;

- **AUTORISER** Mme la Maire à signer tous les documents relatifs à la mise en œuvre de ces décisions.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Ce point ne suscite aucun débat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- **APPROUVE** les projets de statuts et de règlement intérieur joints en annexe à la présente délibération ;
- **DECIDE D'ADHERER** à l'agence départementale de l'Hérault pour un montant de 376 € ;
- **DESIGNE** la Maire ainsi que M. CUSIN Gilles, adjoint à l'urbanisme pour représenter la Commune à l'Assemblée Générale de l'agence ;
- **AUTORISE** Mme la Maire à signer tous les documents relatifs à la mise en œuvre de ces décisions.

N°43/2020 - ACQUISITION D'UN BIEN PAR VOIE DE PREEMPTION

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants, R 213-4 et suivants, R 211-1 et suivants, et L 300-1,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner enregistrée en mairie sous le n°20-4205 reçue le 22/10/2020, adressée par l'Office Notarial de Pignan PREMIER ACTE en vue de la cession moyennant le prix de 5 000.00€, d'une parcelle sise à « Truc Pelat », cadastrée section AY167, Lieudit « Truc Pelat », RD27E, d'une superficie totale de 1 743m², appartenant à Madame FOURNIER Francine Suzanne Prospérine Marie

Vu l'estimation du service INGENIERIE Foncière du conseil départemental de l'Hérault en date du 07/10/2020 qui propose une préemption en révision de prix à hauteur de 0.80€/m² soit 1400€ pour la parcelle AY 167 d'une superficie de 1743 m².

Considérant que cette parcelle présente un intérêt dans le cadre de la protection, la mise en valeur et l'ouverture au public du secteur de « Truc Pelat » et ce à plusieurs titres.

En 2010, avec la participation de la SAFER, la commune est devenue propriétaire de 9.75 Ha m² sur le secteur de Truc Pelat.

En 2012/2013, un programme a été engagé afin de préserver ce secteur.

En partenariat avec l'Etat et le Conseil Général de l'Hérault, la commune de Murviel-lès-Montpellier a engagé une série d'aménagements :

- Dégagement, restauration et mise en valeur d'un aqueduc/réservoir du XIX ème siècle, qui subvenait aux besoins en eau potable du village de St Georges d'Orques ;
- Création d'une boucle pédestre faisant le tour de la colline ; lien pédestre avec la commune de St Georges à l'Est ;
- Création d'une aire de stationnement intégrée ;
- Réfection du chemin des pins à l'ouest, accès au site et lutte contre les incendies ;

Cette acquisition répond totalement à la politique foncière de la commune et lui permettra de continuer à maîtriser au mieux le devenir d'un site de qualité :

- présence de deux ruisseaux,
- existence d'un élément de patrimoine à préserver, ouvrage bâti à flanc de colline, captage alimentant les anciens lavoirs de Saint Georges d'Orques;

Cette parcelle vient s'ajouter à l'ensemble des parcelles qui constitue une unité foncière importante (1% du territoire communal), toute une colline, classée en totalité en Zone N et Espace Boisé (EBC) du PLU.

Cette acquisition permettra de protéger le site de toute utilisation qui pourrait nuire à sa préservation : au vu de son positionnement en bordure du ruisseau des pradaies d'un côté et du ruisseau du Lassédon de l'autre, cela pourrait créer des risques importants de déplacement de terre dans le ruisseau, créant ainsi des embâcles en amont. Cela pourrait également déporter le lit du ruisseau et modifier le ruissellement normal des eaux.

Cette parcelle n'a pas vocation à être aménagée pour être ouverte au public. Elle s'inscrit dans la politique de protection d'un milieu naturel fragile et dans le cadre de la protection du patrimoine qui a commencé à être menée sur ce secteur en 2010.

Il est proposé au conseil municipal de,

- **DECIDER** d'acquérir par voie de préemption un bien situé à MURVIEL LES MONTPELLIER cadastrée section AY167, Lieudit « Truc Pelat », RD27E, d'une superficie totale de 1743m², appartenant à Madame FOURNIER Francine Suzanne Prospérine Marie
- **PRECISER que** la vente se fera au prix de 0.80€HT/m², soit 1 400.00€ HT, ce prix étant conforme à l'estimation du service des Domaines.
- **PRECISER qu'**un acte authentique constatant le transfert de propriété sera établi dans un délai de trois mois, à compter de la notification de la présente décision.
- **INDIQUER que** le règlement de la vente interviendra dans les 6 mois, à compter de la notification de la présente décision.
- **AUTORISER** Mme la Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet. Les crédits suffisants sont inscrits au budget de la commune.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Ce point ne suscite aucun débat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- **DECIDE** d'acquérir par voie de préemption un bien situé à MURVIEL LES MONTPELLIER cadastrée section AY167, Lieudit « Truc Pelat », RD27E, d'une superficie totale de 1743m², appartenant à Madame FOURNIER Francine Suzanne Prospérine Marie.
- **PRECISE que** la vente se fera au prix de 0.80€HT/m², soit 1 400.00€ HT, ce prix étant conforme à l'estimation du service des Domaines.
- **PRECISE qu'un** acte authentique constatant le transfert de propriété sera établi dans un délai de trois mois, à compter de la notification de la présente décision.
- **INDIQUE que** le règlement de la vente interviendra dans les 6 mois, à compter de la notification de la présente décision.
- **AUTORISE** Mme la Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet. Les crédits suffisants sont inscrits au budget de la commune.

N°44/2020 - TRANSFERT DE PROPRIETE, DE LA COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER DANS LE PATRIMOINE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, DE DIFFERENTS OUVRAGES NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES TRANSFEREES Mme Gilles CUSIN, adjoint à l'urbanisme expose,

La métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences prévues à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel et de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie.

Dans ce contexte, et en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la commune de Murviel-lès-Montpellier, utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.

L'article L 5217-5 précité stipule notamment que « **les transferts sont réalisés à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucuns droit, salaire ou honoraires.** »

Conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

Il est ainsi proposé de céder à Montpellier Méditerranée Métropole le bien ci-dessous :

Equipements au titre de la compétence Environnement :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m ²	N° inventaire	Valeur vénale portée à l'inventaire
Station Epuration	Section AY n° 241 ; 245 ; 246 et 247.	25 104 m ²		

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de,

- **CEDER** à titre gratuit à Montpellier Méditerranée Métropole les biens cadastrés énumérés ci-dessus ;
- **PROCEDER** au moyen d'actes notariés formalisant le transfert de propriété corrélatif entre la commune et la métropole ;
- **AUTORISER** Madame la Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Ce point ne suscite aucun débat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- **CEDE** à titre gratuit à Montpellier Méditerranée Métropole les biens cadastrés énumérés ci-dessus ;
- **ACCEPTE** de procéder au moyen d'actes notariés à formaliser le transfert de propriété corrélatif entre la commune et la métropole ;
- **AUTORISE** Madame la Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

N°45/2020 - AUTORISATION DE MANDAT AU CDG 34 POUR ORGANISER UNE PROCEDURE DE MISE EN CONCURRENCE EN VUE DE CONCLURE UNE CONVENTION DE PARTICIPATION RELATIVE AU RISQUE SANTE.

Mme la maire rappelle,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, en particulier son article 22 bis ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, en particulier le 6^{ème} alinéa de son article 25 et son article 88-2 ;

VU l'article L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

VU la circulaire d'application n° RDFB1220789C du 25 mai 2012 ;

VU l'avis rendu par le comité technique ;

CONSIDÉRANT

Conformément à l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales et les établissements publics locaux peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en oeuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Conformément à l'article 88-2-I de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, sont éligibles à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité prévue à l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues à l'article L. 310-12-2 du Code des assurances ou vérifiée dans le cadre de la procédure de mise en concurrence prévue au II de l'article 88-2 précité.

Pour l'un ou l'autre ou pour l'ensemble des risques en matière de santé et prévoyance, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ont la faculté de conclure avec un des organismes mentionnés à l'article 88-2-II, à l'issue d'une procédure de mise en concurrence transparente et non discriminatoire permettant de vérifier que la condition de solidarité prévue à l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée est satisfaite, une convention de participation au titre d'un contrat ou règlement à adhésion individuelle et facultative réservée à leurs agents.

Conformément au 6^{ème} alinéa de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, les centres de gestion peuvent conclure, pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent, avec un des organismes mentionnés au I de l'article 88-2 une convention de participation dans les conditions prévues au II du même article.

Conformément aux prescriptions de la circulaire n° RDFB1220789C du 25 mai 2012, les centres de gestion ne peuvent pas prendre l'initiative d'une mise en concurrence pour la conclusion d'une convention de participation sans avoir reçu mandat de collectivités territoriales et d'établissements publics locaux.

Il est proposé aux membres du conseil :

- **DONNER** mandat au CDG34 pour organiser une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation relative au risque santé.

- **D'AUTORISER** Madame la Maire à signer tout document y afférent.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Ce point ne suscite aucun débat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- **DÉCIDE** de donner mandat au CDG 34 pour organiser une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation relative au risque santé.
- **AUTORISE** Mme la maire à signer tout document y afférent.

N°46/2020 - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION ET DE MUTUALISATION D'UN CINÉMOMETRE (CONTROLE VITESSE) - APPROBATION

A l'époque du SIVOM, un cinémomètre était mis à disposition entre les communes faisant partie de ce groupement.

Par la suite, ce cinémomètre a été mutualisé entre les communes de Saint-Georges d'Orques, Pignan et Laverune. Les Polices Municipales de ces communes les mettent en œuvre selon des ententes entre elles.

Madame la Maire informe le Conseil Municipal qu'il est important de mettre en œuvre un cinémomètre afin d'une part, de mener des actions de prévention, et d'autre part, de sanctionner les excès de vitesse présentant des risques importants pour la population.

Pour cela, nous proposons de reprendre une coopération pour l'utilisation de ce cinémomètre avec les communes de SAINT-GEORGES-D'ORQUES, PIGNAN, COURNONTERRAL ET LAVERUNE par la signature d'une convention.

Cette convention, annexée à la présente délibération fixe les modalités de mise à disposition et les conditions financières d'entretien-réparation du matériel pour les cinq collectivités. Elle sera conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par tacite reconduction aux conditions financières suivantes :

- Chacune des collectivités assurera une année sur cinq les frais d'étalonnage annuel estimés à environ 366 euros. Ce montant est amené à évoluer chaque année.
- Participera aux frais d'entretien courant si nécessaire.
- Pour la Commune responsable d'une détérioration les frais de réparation.

Il est proposé aux membres du conseil :

- **D'APPROUVER** la convention de mise à disposition et de mutualisation d'un cinémomètre (Appareil de contrôle de vitesse)
- **D'AUTORISER** Madame la Maire à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Ce point ne suscite aucun débat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- **APPROUVE** la convention de mise à disposition et de mutualisation d'un cinémomètre (Appareil de contrôle de vitesse)
- **AUTORISE** Madame la Maire à signer cette convention ainsi que tous document y afférent.

N°47/2020 - CONVENTION COMMUNALE DE COORDINATION DE LA POLICE MUNICIPALE ET DES FORCES DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT- APPROBATION

Vu la loi 99-291 du 15 avril 1999 relative aux Polices Municipales,

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance,

Vu le décret 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu le décret 2017-1523 du 3 Novembre 2017 portant diverses dispositions en matière de sécurité routière ;

Vu la Circulaire NOR INTK 1300185 C du ministre de l'intérieur en date du 30 janvier 2013.

CONSIDERANT que la police municipale et les forces de sécurité de l'État ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune.

CONSIDERANT qu'il ne peut être confié à la police municipale une mission de maintien de l'ordre.

CONSIDERANT que l'état des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé par les forces de sécurité de l'État compétentes, fait apparaître les besoins et priorités suivants :

- la lutte contre les cambriolages,
- la sécurisation des commerces,
- la lutte contre les troubles à la tranquillité et à l'ordre public,
- la lutte contre les toxicomanies et autres addictions,
- la lutte contre l'insécurité routière,
- la prévention des violences intrafamiliales,
- la lutte contre les pollutions et nuisances,
- la prévention des violences scolaires.

Il est proposé de signer une convention, annexée à la présente délibération, établie conformément aux dispositions du I de l'article L.512-4 du Code de la Sécurité Intérieure, précisant la nature et les lieux des interventions de l'agent de police municipale.

Cette convention détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'État.

Pour l'application de la convention, les forces de sécurité de l'État sont les militaires de la gendarmerie nationale, dont le responsable local est le commandant de la brigade de gendarmerie de Saint Georges d'Orques, territorialement compétent.

Cette convention rappelle la nature des fonctions de la police municipale et fixe les modalités de coordination comme suit :

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale, ou leurs représentants, se concertent mutuellement par tout moyen (réunions, échanges téléphoniques, mails) pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention.

Lors de ces réunions, il sera systématiquement fait un état des résultats enregistrés en matière de sécurité routière.

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par les agents des forces de sécurité de l'État et les agents de police municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Le responsable de la police municipale informe le responsable des forces de sécurité de l'État du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de la police municipale et, le cas échéant, du nombre des agents armés et du type des armes portées.

Ainsi, l'agent constituant le service de police municipale au nombre de "un "est doté de :

- 1 arme de catégorie B8, (générateur incapacitant ou lacrymogène d'une contenance de 400 ml
- 1 arme de catégorie D2a : 1 type Matraque télescopique,
- 1 arme de catégories D2b : Générateur incapacitant ou lacrymogène d'une contenance de 75 ml.

La police municipale donne toutes informations aux forces de sécurité de l'État sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'État, ou de son représentant. La Maire en est systématiquement informée.

Ainsi des patrouilles de contact mixtes (notamment en vélo ou pédestre) sont organisées par le responsable local des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale.

Elles s'exécutent dans le cadre de la Police de Sécurité au Quotidien, au contact de la population et sont composées de gendarmes et de policiers municipaux.

De même, des services coordonnés peuvent être menés au cours desquels chacun, dans le respect de ses attributions, participe à une mission d'intérêt commun (sécurité routière, prévention de proximité...).

Cette convention précise en outre qu'une coopération renforcée entre les services sera mise en place et notamment dans les domaines :

- **Du partage d'informations** sur les moyens disponibles en temps réel et leurs modalités d'engagement ou de mise à disposition lors de prises de contact journalières et une réunion hebdomadaire menée par le commandant de brigade ou son adjoint.

De l'information quotidienne et réciproque par les moyens suivants :

- Contact téléphonique,
- Contact par courrier électronique.

• **De la communication opérationnelle** par le prêt exceptionnel de matériel radio afin d'échanger des informations opérationnelles au moyen d'une communication individuelle ou d'une conférence commune par le partage d'un canal commun permettant également la transmission d'un appel d'urgence (ce dernier étant alors géré par les forces de sécurité de l'État), ou par une ligne téléphonique dédiée ou tout autre moyen technique (internet).

De même, la participation de la police municipale à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion de grand événement peut être envisagée par le Préfet dans le cadre de cette convention.

• **Des missions menées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'État, ou de son représentant.**

• **De la sécurité routière**, par l'élaboration conjointe d'actions de prévention

• **De la prévention** par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances, à lutter contre les vols à main armée, à protéger les personnes vulnérables

• **De l'encadrement des manifestations sur la voie publique** ou dans l'espace public,

Compte tenu du diagnostic local de sécurité et des compétences respectives des forces de sécurité de l'État et de la police municipale, la Maire de Murviel les Montpellier précise qu'elle souhaite renforcer l'action de la police municipale par :

- la mise en œuvre de patrouilles véhiculées et pédestres ;
- le renforcement des contrôles de la vitesse.

Ces différentes missions pourront faire l'objet d'une mise en commun des moyens propres aux différents services.

Il est proposé aux membres du conseil :

- **D'APPROUVER** la convention de mise à disposition et de mutualisation d'un cinémomètre (Appareil de contrôle de vitesse)
- **D'AUTORISER** Madame la Maire à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Mme TOUZARD précise que cette convention vise à fluidifier les actions et dialogue avec la gendarmerie.

Armelle, eu égard à l'équipement demandé dans le cadre de cette convention, aura l'équipement de base.

Bombe Lacrymogène et matraque.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- **APPROUVE** la convention de mise à disposition et de mutualisation d'un cinémomètre (Appareil de contrôle de vitesse),
- **AUTORISE** Madame la Maire à signer cette convention ainsi que tous document y afférent.

La séance est levée à 20H00